



COMITÉ D'HISTOIRE

INRAe



cirad

n° **23** ARCHORALES TOME 2
TRAJECTOIRES CIRADIENNES



Une agriculture intégrée : forêts, pâturages et cultures. Périmètre de réforme agraire. Pastorinhas, Minas Gerais (Brésil).

© Pablo Sidersky

JEAN-PHILIPPE TONNEAU

120

Le témoignage publié ici est issu d'un entretien avec Eric Malézieux et Etienne Hainzelin (en visioconférence) à Montpellier le 23 février 2024. La transcription de l'enregistrement a été retravaillée avec Jean Philippe Tonneau au cours de plusieurs aller et retour pour aboutir à cette version finale, qu'il a validée. Les illustrations ont été proposées par le témoin avec quelques compléments provenant de la photothèque du Cirad.

POUVEZ-VOUS COMMENCER PAR NOUS PARLER DE VOS ORIGINES FAMILIALES ?

Je suis fils d'ouvrier, de mineur, je suis un ch'ti de Valenciennes, né en août 1953. Donc, rien à voir avec l'agriculture. Pour nous, l'agriculture, c'étaient les « censiers », c'étaient plutôt les ennemis, parce qu'ils avaient refusé de vendre à crédit lors des grèves en 36 et en 47, et, dans l'imaginaire, basé sur une certaine réalité, c'étaient ceux qui avaient fait du marché noir, etc. Donc, un censier, c'était péjoratif. C'est du patois, c'est ceux qui payaient le cens, l'impôt. Donc, voilà, famille de mineurs du côté maternel et paternel. Une sœur plus vieille que moi, de quatre ans.

ET SUR VOS ÉTUDES ? LE PRIMAIRE, LE COLLÈGE ?

Je n'étais pas mauvais pour les études. Je suis un boursier de la République, avec des bourses très conséquentes à l'époque. On avait des bourses de l'Éducation Nationale et des mines aussi. Je suis allé au lycée en sixième, c'était un premier choix. À l'époque, sur 36 élèves, six sont partis au lycée, une dizaine est partie en CEG, collège d'enseignement général, et tout le reste passait le

certificat d'études et allait en CAP. Et quelque part, faire des études, c'était être fainéant. Quand j'avais 14 ans, j'étais au lycée, mais je n'avais pas la paie des gens qui étaient en CAP, ils avaient des mobylettes, etc. Mais j'avais des parents et surtout mon grand-père, pour qui l'éducation était absolument nécessaire. Je n'avais pas le choix, premier de la classe, et on n'en parle plus. Ce que je n'ai pas toujours été, et quand je revenais avec un mauvais bulletin, c'était un peu compliqué.

Mon grand-père, qui avait quitté les mines et s'était engagé dans l'armée, était devenu adjudant-chef, c'est-à-dire le plus haut grade quand on s'engageait comme seconde classe. C'est le dernier grade de sous-officier, le premier grade des officiers. Après Dunkerque, il était parti au pénitencier de Kidal, au nord du Mali. Donc, je pense que c'est par lui que j'ai accroché le virus de l'Afrique ; je voulais partir en Afrique assez tôt. Bien sûr, mes parents voulaient que je fasse l'Ecole des Mines parce que je recevrais une grosse bourse au niveau des Mines. Moi, j'avais pensé faire médecine, mais ma mère m'a dit : « *Non, médecine, c'est trop long, etc.* » Mais pour moi, médecin c'était pour partir en



© E. Claudel

Jean-Philippe Tonneau, prise de parole à un séminaire de présentation de l'Universidade Camponesa en 2003.



Le grand-père de Jean-Philippe Tonneau de retour de Kindall (Mali) en 1945.

Afrique. Donc, je cherchais. Et puis un jour, j'ai eu une angine – j'avais beaucoup d'angines quand j'étais gamin – ma mère m'a ramené *Femme actuelle* où il y avait un petit encart Istom, et j'ai dit : « Voilà, c'est ça que je veux faire ». C'est comme ça que je suis parti à l'Istom.

VOUS AVIEZ À LA FOIS UNE PRESSION FAMILIALE POUR LES ÉTUDES PAR LA BOURSE, ET CETTE ENVIE DE L'AFRIQUE ?

Oui, je suis rentré à l'Istom du fait de mon attrait pour l'Afrique. Et ça a été un peu compliqué. Mon grand-père n'a jamais rien dit, mais je pense qu'il était quand même assez content. Pour ma grand-mère, le modèle était d'être instituteur, même très longtemps après, elle m'a toujours dit : « Avec tes études, tu peux être instituteur ? » Et mes parents n'ont rien dit, ils m'ont laissé faire, même s'ils n'étaient pas d'accord. Le trajet Le Havre-Valenciennes, c'était quand même compliqué, parce qu'il n'y avait pas beaucoup de trains à l'époque.

Je suis rentré en 1971 à l'Istom. L'école, c'était trois ans, et puis on avait une quatrième année de stage. La plupart des gens faisaient la coopération. Et beaucoup ont fait toute leur carrière au Cirad, comme Philippe Morand, qui a dû entrer comme VSN à 21 ans et qui a pris sa retraite à 67 ans. J'aurais peut-être pu avoir cette carrière-là. Pour ma quatrième année, je devais faire mon service militaire en coopération et je devais partir pour l'Irat en Éthiopie,

sur les plateaux, en juin, ça ne s'est pas fait pour des raisons administratives, et à partir d'août, ça a été la Révolution. J'y allais pour la sélection de maïs. Et pour moi, c'était important parce que c'était une référence, celle d'Henry de Monfreid – *Les secrets de la mer Rouge* – autre que les références sahéliennes, les bouquins de Joseph Peyré – *L'Escadron blanc*, *Le Chef à l'étoile d'argent*. Quand je suis allé à Djibouti, j'ai voulu traverser pour aller de l'autre côté, à Obock, parce que pour moi, c'était Henry de Monfreid. J'ai voulu louer un boutre, et je me suis fait arrêter parce que c'était interdit et je ne le savais pas. Pour moi, l'Éthiopie, c'étaient les plateaux. J'y ai malheureusement peu travaillé. Je suis resté très sahélien, j'ai beaucoup travaillé au Sahel.

Y AVAIT-IL DES FEMMES À L'ISTOM À L'ÉPOQUE ?

Aucune femme. Et j'ai d'ailleurs retrouvé la plaquette qu'on distribuait : elle mentionnait que la nature des emplois obligeait l'école à ne pas sélectionner de femmes. Je suis encore très présent à l'école, en tant que président du CA, et aujourd'hui, les étudiantes sont en majorité ; il y a 70 % de filles à l'Istom. J'ai ressorti la plaquette ; en mars 2024, pour l'AG des anciens élèves, le club de théâtre a fait des saynètes là-dessus, pour se moquer un peu des anciens.

À CETTE ÉPOQUE, QUELLE ÉTAIT L'AMBIANCE À L'ISTOM, JUSTE APRÈS 1968 ? L'ISTOM FOURNISSAIT DES CADRES DANS LES PLANTATIONS COLONIALES ?

C'était un melting-pot, parce qu'il y avait de tout. À l'époque, l'Istom, on avait par exemple comme professeurs René Billaz et Roland Colin, etc., qui venaient faire des cours de sociologie du développement. Et ça, c'était très moderne à l'époque. On avait des cours d'agronomie tropicale, mais aussi de sociologie du développement. On avait de la dactylographie, de la météorologie, de la topographie, technique pour faire du cadastre. On faisait un peu tout ça, c'était donc un mélange, une école technique qui commençait à vouloir devenir école d'ingénieur, très ouverte.

Avec des jeunes un peu idéalistes comme moi, mais sans aucune conscience politique ou très faible. D'un autre côté, des étudiants qui venaient de Paris et qui étaient vraiment Action des jeunes pour le socialisme (AJS), « Cause du peuple », très à gauche, organisation trotskiste dont faisaient partie Lionel Jospin, Jean-Luc Mélenchon. Et puis, il y avait quelques anciens, des gens de 35 ans qui avaient travaillé en plantation et qui cherchaient à valider un diplôme. Beaucoup d'Africains aussi. Et des Afghans, identifiés par la filière coton, etc. Il y avait beaucoup de Caraïbéens, en particulier des Guadeloupéens. Par exemple, le cousin de Luc Reinette, leader indépendantiste guadeloupéen, était à l'Istom en même temps que nous et il y avait six ou sept autres Caraïbéens. Roland Cornière était le directeur, un gars génial, qui gérât ça tranquillement, qui laissait les gens vivre. Donc, de bonnes années de découverte.

Ce qui a été plus dur pour moi, ça a été le contact avec le monde colonial, encore présent à l'époque. Mon premier séjour au Tchad, ça a été terrible. C'était en septembre 1973, j'étais parti quatre mois en stage, et c'est au moment où Allende, le président chilien, est mort.

1977. Retour sporadique à la terre dans le Diois (Luc en Diois). Restauration du futur Centre de formation au développement de Montlahuc ... qui ne vit jamais le jour.



© Thierry Geffray

Moi, ça m'avait remué, la mort d'Allende. On a rêvé de créer des brigades internationales, c'était complètement imbécile, mais voilà. Je me souviens avoir été dans une société où je disais : « *Mais Allende est mort, quand même !* », on me répondait « *Mais qui c'est, Allende ?* » parce que c'était encore très néocolonial et les Tchadiens s'en fichaient parce qu'ils avaient autre chose à faire. Donc, un grand sentiment de solitude. Et quand je suis rentré, je n'ai pas voulu retourner à l'Istom. Je suis resté 15 jours chez moi et ce sont les copains qui sont venus me chercher en disant : « *Finis quand même tes études* ». Mais j'avais été choqué par ce côté-là, alors que l'école, c'était formidable ; j'ai d'excellents souvenirs.

HORMIS CES ASPECTS COLONIAUX, QU'EST-CE QUI VOUS A FRAPPÉ DANS VOTRE DÉCOUVERTE DE L'AFRIQUE ?

C'est la chaleur et la pluie. Chaque fois que je reviens en Afrique ou même en Amazonie, partout, il y a cette chaleur humide, parce qu'il vient de pleuvoir.

VOUS AVEZ EU PLUSIEURS EXPÉRIENCES DE STAGE À L'ISTOM ?

Oui, un stage en l'exploitation agricole en France en fin de première année, et un stage à N'Djamena en deuxième année. On a également fait un voyage depuis Abidjan jusqu'au Burkina Faso en groupe, mais en se séparant parfois pour découvrir individuellement des territoires. Beaucoup de contacts, très intéressants : des gens de l'Irat et plein d'Ivoiriens. Et puis, je devais partir en Éthiopie en stage de quatrième année, je ne suis pas parti du fait de la révolution, donc, j'ai attendu six mois en travaillant en usine. Il fallait que je fasse mon stage et on m'a proposé la Comores Bambao qui était une entreprise de plantation d'ylang-ylang. Je suis parti en 1975, année de l'indépendance et là aussi, ça a été un choc, à l'île d'Anjouan aux Comores. J'étais un notable, en arrivant jeune stagiaire adjoint au chef d'exploitation. Très vite, je me suis retrouvé chef d'exploitation : avec la déclaration unilatérale d'indépendance, le coup d'État à Moroni (île de la Grande Comore), l'évacuation des fonctionnaires français, un blocus aérien et

maritime, le directeur général est parti à Moroni. Je me suis donc retrouvé à gérer complètement la plantation et les activités commerciales annexes (comptoir, représentation Air France, etc.). À la suite de l'évacuation des Français, j'étais le seul blanc à l'intérieur d'Anjouan, 7 ou 8 autres étaient à Mutsamudu, la principale ville d'Anjouan. Je me suis retrouvé à gérer la Comores Bambao dans des situations difficiles, parce qu'il y avait un blocus, il n'y avait pas de banque et pas d'argent. Une expérience humaine très riche, avec plein de contradictions. Je me souviens que les ouvriers disaient : « *On va faire grève* », et moi je leur disais : « *Oui, je comprends* », parce que je n'avais pas les moyens de les payer. Donc, je leur disais : « *Oui, faites grève* ». Je me rappelle que le chef de culture a dit : « *On va faire une prière pour aider Monsieur Tonneau à trouver de l'argent pour nous payer* ». Et il y a tous les gars qui commencent à faire la prière, et là, je me dis : « *Mais où suis-je, dans quelle contradiction ?* » Cela étant, je suis parti négocier avec les commerçants indiens, parce que c'est eux qui avaient le riz, mais ils ne voulaient pas m'en donner. Mais très vite, je me suis dit : « *Il faut que je sorte de ça, plus jamais !* » Parce qu'avant, je pouvais accepter des choses, parce que j'étais quelqu'un de curieux, mais là j'ai dit : « *Plus jamais !* » J'ai fait un rapport en prônant le modèle de la CFDT (Compagnie Française du Textile) au Mali. Et j'ai écrit : « *Il faut vendre les terres et avec l'argent des terres, investissez dans deux choses, l'assistance technique et la transformation, parce que vos usines sont dépassées. Vos taux de transformation sont 30 % moindres qu'en Afrique du Sud* ». Et la direction parisienne refuse de valider mon stage, ils disent : « *Non, on ne va pas accepter votre rapport* ». Et à l'époque, il fallait que le représentant de l'entreprise du stage participe au jury. Avec l'aide de Roland Cornière, le directeur régional de la Comores Bambao qui entretemps avait démissionné, un ancien de l'école, a accepté de participer au jury et ça a été fait malgré tout.

Durant le séjour, j'ai eu des moments compliqués quand même, parce que c'était le premier débarquement du

mercenaire Bob Denard¹ qui était venu « reconquérir » l'île d'Anjouan. On vient me chercher parce que j'avais une camionnette. On a dû ramasser les corps des gamins, auto-proclamés milice, qui avaient été descendus par les mercenaires de Bob Denard. Donc, on les a mis dans la plateforme à l'arrière et je les ai ramenés au village.

VOUS VOUS ÊTES DONC RETROUVÉ D'ENTRÉE DE JEU DANS DES SITUATIONS DE CONFLIT, OÙ L'ON VOUS DEMANDAIT DE JOUER LE PATRON COLONIAL D'UNE EXPLOITATION AGRICOLE.

C'était ma volonté aussi parce que j'étais persuadé qu'il fallait tenir, qu'il fallait que la Comores Bambao tienne pour pouvoir être reformée après, mais que si je lâchais - c'est mon côté Tonneau sauveur du monde - les conséquences auraient été dramatiques. J'étais tout seul comme Français de souche, car j'étais à Bambao, à 35 kilomètres de la ville de Mutsamudu. J'avais une petite Méhari, poussive et il fallait parfois que je monte en marche arrière, parce que la marche arrière était plus puissante que la première. Des gens me disaient : « *N'colo, N'colo* », mais je n'ai jamais eu le moindre problème ! Et puis, j'avais pas mal de contacts aussi, je faisais beaucoup de pêche sous-marine au tuba et je connaissais des pêcheurs. Et donc je discutais beaucoup avec les gens.

Bien plus tard, dans un débat sur l'impact de la colonisation, j'avais rappelé que : « *durant la période coloniale au Congo belge, on a coupé des mains parce que les gens ne ramassaient pas assez de latex d'hévéa !* » Aux Comores, j'ai retrouvé les traces de cette même violence. Par exemple, les gens s'appelaient

¹ La France organise une consultation pour l'indépendance en décembre 1974 dans les quatre îles (La Grande Comores, Anjouan, Mohéli et Mayotte). Mayotte vote pour le maintien dans la République Française alors que les trois autres îles votent pour l'indépendance. En réaction à la volonté de la France de traiter Mayotte d'une façon particulière, l'Anjouanais Ahmed Abdallah, président du gouvernement, proclame unilatéralement l'indépendance de l'archipel le 6 juillet 1975. Le 3 août 1975, Ali Soilih renverse le président Abdallah, qui se réfugie sur l'île d'Anjouan. Ali Soilih fait alors appel à un mercenaire français, Bob Denard, qui capture Ahmed Abdallah à l'issue d'une opération.

« noix de coco » parce que le directeur de la Bambao tenait l'état-civil. C'est le poids des sociétés coloniales auquel l'État déléguait sans contrôle. Le directeur de la société Bambao était un petit roi, il habitait d'ailleurs l'ancien palais du sultan, et certains « ne se sentaient plus ». Par exemple, l'un d'entre eux avait décidé de nommer des nouveaux nés « noix de coco » (noix de coco 1, noix de coco 2, noix de coco 3...). Cela l'amusait. Et c'étaient des gens qui avaient 55 ans en 1975.

Il y a là un manque de profondeur historique. C'est comme quand on discute sur la Nouvelle-Calédonie, personne ne sait que jusqu'en 1945, même 1956, les gens n'avaient pas le droit de voyager d'une vallée à l'autre. En Guadeloupe et en Martinique, les gens n'avaient pas le droit de voyager sans permis de transit jusqu'en 1948. On a une méconnaissance de ce qu'était le système colonialiste.

Je suis resté à Anjouan sept mois et demi et je suis rentré des Comores en décembre 1975. En fait, à Anjouan, les directions étaient très satisfaites de mon travail et m'ont proposé un boulot. Je leur ai dit : « OK, mais je vous envoie mon programme de réformes. C'est mon rapport de stage ». C'est là qu'ils m'ont envoyé le billet d'avion du retour. J'avais été un peu naïf...

Après cette période, il fallait que je parte pour la coopération militaire. Je voulais toujours partir en Éthiopie. Mais ce n'était plus possible. À l'époque, on pouvait être inscrit au ministère de la Coopération ou au ministère des Affaires Étrangères. J'avais choisi ce dernier parce que je voulais d'autres horizons que l'Afrique de l'Ouest. Et là, on m'envoie au CFECTI (Centre d'information et de formation des agents en coopération et à l'étranger), auprès de Jean-Marie Collombon, qui était en train de créer le Gret (Groupe de recherche et d'échange technologique). De nombreux jeunes étaient là, en attente de partir ou de retour de coopération. Henry Hocdé coordonnait. Et tous rédigeaient des fiches pour l'encyclopédie des techniques alternatives du GRET.

Je devais partir au Nicaragua. J'ai rencontré le chef de projet, ça s'est mal passé. Jean-Marie Collombon m'a dit : « C'est compliqué, mais on cherche



Guinée Bissau, Bara (province de Cacheu). J.P. Tonneau à une soirée d'anniversaire d'un professeur du CEPI.

quelqu'un pour la Guinée-Bissau. Ce sont les premiers coopérants, donc ils cherchent des gens politiquement corrects. » Je lui ai dit : « Il n'y a pas de problème, j'ai été adhérent de l'Association de soutien aux peuples en lutte d'Afrique lusophone. » J'avais un bon copain togolais à l'Istom, Toussoupé, qui m'a dit un jour : « Viens à une réunion publique », c'était une réunion de soutien aux mouvements de libération en Afrique lusophone. Je n'y connaissais rien, je ne savais pas mais à la fin de la réunion, j'ai adhéré. Et ça, ça m'a permis de rencontrer une personne qui était au BDPA (Bureau d'études pour le développement de la production agricole) et à l'AJS, chargée de sélectionner des gens « politiquement compatibles » pour partir en Guinée-Bissau. C'est comme ça que je suis parti. J'étais l'un des deux premiers coopérants de Guinée-Bissau, dans le domaine de l'agriculture.

C'ÉTAIT VOTRE VRAI PREMIER POSTE ?

En effet. En coopération encore, mais je suis resté quatorze mois, à ne pas faire grand-chose parce qu'il n'y avait pas de programme. J'avais une voiture, mais je n'avais pas de financement, donc, je

payais l'essence de ma poche et je me débrouillais. J'ai beaucoup travaillé avec les services de l'Agriculture, je me suis fait de nombreux amis guinéens que j'ai encore. Je dormais sous une tente parce qu'il n'y avait pas de maison. Donc, d'excellents souvenirs, beaucoup de temps à discuter avec les gens, à comprendre, à regarder, à observer. À la fin de ma coopération on m'a proposé de rentrer à l'IRHO, parce qu'un gros projet arachide-coton se lançait. Il y avait des experts de l'IRCT et de l'IRHO qui étaient passés pour élaborer le projet. Je leur ai répondu : « Non, non, vous êtes une boîte néocolonialiste. Ce sont des cultures néocolonialistes, l'arachide et le coton ». Donc, j'ai refusé ça, un peu provocateur, mais réel parce que j'avais déjà décidé que c'était fini, je choisirai mes postes. J'avais une amie à l'époque, donc il fallait que je retourne en Guinée-Bissau. Au bout d'un mois, un mois et demi, l'Irfed (Institut de Recherche et de Formation « Éducation pour le Développement »), qui était l'association sœur de l'IRAM (Institut de Recherche et d'Applications des méthodes de Développement), m'a proposé de partir en Guinée-Bissau sur un projet d'éducation populaire, un peu comme celui des maisons rurales. Je suis donc parti en poste de 1977 à début 1981. Je suis

Guinée-Bissau en 1979,
Jean-Philippe Tonneau
dans les rizières de mangrove
de Tombali (Province
de Catio) avec René Billaz.
Ci-contre : identification
des axes de drainage.
Ci-dessous : profil racinaire.



© CEPI



© CEPI

resté à l'Irfed jusqu'en 1983. J'ai commencé un DEA début 1981 au collège coopératif chez Henri Desroche, j'étais inscrit à Poitiers mais je suivais les cours à Paris, des cours très intéressants. J'ai commencé une thèse sur les systèmes d'éducation Manjaks, ethnie de Guinée Bissau. J'avais beaucoup travaillé sur les systèmes d'éducation traditionnels, l'organisation de cette ethnie est proche de celle des Lobis de Côte d'Ivoire, de même que sur le système éducatif colonial et les CEPI (Centres d'éducation populaire intégrée). Et puis, j'ai arrêté parce que je n'avais plus d'argent. J'ai donc repris un poste à l'Irfed.

Pendant ce parcours, j'ai eu mes premières réflexions sur la place de la recherche. J'ai écrit en 1979 un papier qui s'appelait « Recherche paysannale ». Mon idée était que nous devions travailler avec les agriculteurs de manière rigoureuse, en co-concevant les protocoles de recherche et en les

adaptant aux questions du terrain. Les CEPI étaient d'ailleurs organisés selon une méthode scientifique, en trois temps : le temps de l'observation, le temps de la théorie et le temps de la transformation.

**C'EST UNE CHOSE
QUE D'APPLIQUER ÇA DANS
UN PROGRAMME DE FORMATION
OU D'ÉDUCATION ET UNE AUTRE CHOSE
QUE DE DIRE : « JE VAIS FAIRE
MOI-MÊME DE LA RECHERCHE
SUR CE QUE JE FAIS ! »**

J'avais côtoyé les Balantes du sud de la Guinée-Bissau et j'étais passé complètement à côté de leur réalité. Et ça, je m'en suis aperçu lorsque j'ai fait de la bibliographie plus tard. Je me suis dit : « *Je comprends mieux maintenant !* ». Par exemple, le caractère acapitalistique de ces sociétés, elles refusent tout investissement capitalistique. On peut faire des investissements, mais c'est de la croissance directement liée au nombre de personnes ; on ne peut pas devenir riche. Ce sont des sociétés de redistribution hyper-intéressantes.

Mais l'idée « de la recherche sur ce que je faisais », non, pas pour moi, j'étais trop mauvais. L'Istom était une école de seconde zone. À l'époque, il y avait les « ingénieurs agronomes » et les « ingénieurs d'agriculture ». On arrivait à se faire passer pour des ingénieurs d'agriculture, mais en fait, on n'en avait pas le

titre. Les instituts du Cirad avaient décidé qu'il y avait un titre « ingénieur Istom » et on était classé comme les ingénieurs issus de l'école de Purpan. Je ne sais pas qui avait décidé ça, mais donc faire de la recherche, pour moi, c'était trop loin, ce n'était pas possible.

**D'AUTANT QUE L'IRFED,
VOTRE EMPLOYEUR
À CE MOMENT-LÀ, ÉTAIT TRÈS
MARQUÉ POLITIQUEMENT...**

Les CEPI étaient localisés dans les zones libérées de Guinée-Bissau, là où il avait eu la lutte armée, entre 1964 et 1974. C'était une volonté du gouvernement de payer une dette aux populations qui avaient soutenu le PAIGC² durant la lutte armée. C'étaient donc des zones reculées.

Oui, l'Irfed était engagé politiquement. J'étais engagé politiquement à l'époque, mais pas dans le discours. Je voulais même prendre la nationalité de Guinée-Bissau, et à l'époque, pour la prendre, il fallait abandonner la nationalité française. J'étais presque prêt à le faire.

² PAIGC : Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert), fondé, en 1956, par des militants indépendantistes, autour d'Amílcar Cabral, dans le but de réaliser l'indépendance du Cap-Vert et de la Guinée portugaise alors sous domination coloniale portugaise. Il déclenche la lutte armée en 1964 et contrôle en 1973 deux tiers du pays. Il déclare unilatéralement l'indépendance en 1973.

J'ai rencontré un vieux révolutionnaire qui avait travaillé avec Patrice Lumumba, qui avait travaillé à *EL Moudjahid*, etc., et il m'a dit : « Arrête de déconner parce que moi, je veux récupérer ma nationalité française parce que j'ai plus d'endroit où aller. Surtout ne le demande pas c'est un piège à cons ».

Notre travail c'était un engagement comme celui des mineurs, sans faire de grandes phrases, mais on vit sous la tente, on mange ce que les gens mangent. On vit dans des endroits à 14 heures de Land Rover de Bissau, on y allait une fois tous les deux mois.

QU'EN DISAIT VOTRE GRAND-PÈRE ?

Jamais rien. Je ne lui en parlais pas, c'était trop intime. En plus, lui était gaulliste ; son drame était de n'avoir pas pu rejoindre les FFI (Forces françaises de l'intérieur). Il était allé à Kidal par mesure disciplinaire parce qu'il avait demandé à rejoindre l'Angleterre. Donc, je n'ai pas raconté tout cela à mes parents, ni même à mes enfants plus tard. Ce n'était pas un engagement politique aveugle parce que j'étais quand même critique vis-à-vis du gouvernement, c'était un engagement avec les populations, vraiment avec elles.

C'ÉTAIT UN ENGAGEMENT TIERS-MONDISTE, ON VA DIRE, À L'ÉPOQUE.

Oui, peut-être. Après le DEA, j'ai travaillé deux ans au siège de l'Irfd, où je dirigeais la petite équipe. Et j'étais la moitié du temps à Bissau. Là, je lançais différents projets. Le bilan après quatre ou cinq ans de CEPI, c'était que pour être agriculteur, il n'y a pas besoin de faire d'études, ça ne sert à rien. Même si une partie des élèves poursuivaient au lycée, il fallait donc trouver des projets pour les élèves, des projets de modernisation des systèmes agricoles, ce qu'on appellerait aujourd'hui des activités génératrices de revenus.

Je me suis dit : « Il faut que l'on fasse des recherches, parce que les systèmes Balantes sont des systèmes de mangrove sans possibilités d'amélioration. » Quand j'étais en coopération, j'avais accompagné des équipes néerlandaises et chinoises, des missions et des projets sur les voies d'amélioration des systèmes de mangrove : personne

n'avait rien à proposer. Donc, il y avait là un champ d'études, comprendre et voir si on peut améliorer. C'est là que j'ai commencé à réfléchir de la recherche paysannale et à faire un papier méthodologique que j'avais partagé avec René Dumont, qui était de passage à Bissau, et puis avec René Billaz. C'était un papier sans prétention, écrit à la main. Je n'ai rien vraiment publié avant 1988, sauf, en 1986, un papier sur les méthodes de recherche en milieu paysan.

Pendant mon activité à mi-temps à Paris, j'étais le représentant de l'Irfd au CRID (Centre de Recherche et d'Information pour le Développement), groupement avec Frères des hommes, le CCFD, la Cimade... C'est là que j'ai rencontré le représentant de la Cimade, futur directeur général de l'ORSTOM et du CNEARC, Alain Ruellan. Il y avait aussi Geneviève Sautier, de Peuples solidaires. Il y avait une douzaine d'organismes et on organisait des événements. Une fois, Lech Walesa (Pologne) et Lula (Brésil) étaient ensemble à Paris, le CRID avait organisé une rencontre, qui s'était assez mal passée. Pour nous, ils étaient proches (syndicalistes en lutte contre une dictature), mais pas pour chacun d'eux : pour Walesa, l'ennemi juré c'était l'Union soviétique et il regardait vers les États-Unis ; et pour Lula, c'était l'inverse ; ils ne pouvaient pas s'entendre.

À PARTIR DE CES ACTIONS DANS LES ONG, ETC., COMMENT S'EST FAIT VOTRE RAPPROCHEMENT AVEC LE CIRAD ?

C'est par René Billaz. D'abord, en 1982, j'ai suivi la formation qu'Yves Clouet organisait sur les systèmes ; c'était la deuxième. Il avait fait un prototype en 1981 et en 1982, c'était sur les systèmes recherche et développement. On est allé du côté de Baraqueville en Aveyron, à Toulouse, à Paris, à Montpellier pour rencontrer des équipes de l'Inra et de l'Agro de Paris. La formation a duré des années et Marie-Rose Mercoiret en a repris l'animation.

J'avais rencontré déjà quelques personnes intéressantes comme René Tourte, grâce à René Billaz qui était venu en appui en Guinée-Bissau. Quand j'ai lancé un projet de recherche paysannale, je suis allé chercher du financement au ministère de la Coopération. J'ai dit que j'aimerais bien que Billaz vienne nous donner un coup de main. En fait, c'est le moment où il est passé de l'IRAM au Cirad, et qu'il est devenu directeur scientifique. Dans les projets de recherche et développement que j'ai montés en recherche paysannale, René Billaz est venu m'apporter son aide. Pour moi, c'était « Dieu ». J'avais des « dieux », c'étaient Paulo Freire, René Dumont, René Billaz. René Billaz m'avait transmis un protocole où il fallait faire des



Hervé Bichat
avec René Billaz,
en 1986 au Cirad.

relevés de salinité toutes les semaines. Comme il pleuvait, on n'arrivait pas à garder l'eau. C'était un peu scientifique au fond, mais j'avais travaillé avec lui quand même.

Et un jour, en 1983, je reçois un coup de téléphone de Francis Bour, directeur de l'Irat, qui me dit : « *On m'a parlé de vous* ». Je ne sais pas qui c'était, Tourte ou Billaz. « *Je cherche quelqu'un pour partir au Burkina Faso, projet Fara-Poura, quelqu'un qui a l'habitude de travailler avec des agriculteurs, des paysans. Nous, on n'en n'a pas, c'est un nouveau projet.* » Je lui ai dit : « *Attendez, il faut que j'en parle à mon épouse et je vous rappelle.* » Il dit : « *Très bien.* » J'en parle à mon épouse et lui dis : « *Tu as envie de repartir en Afrique ?* ». Elle me dit « *Oui, évidemment, mais qu'est-ce que ça signifie ?* » Je lui dis : « *C'est le même boulot que je fais, mais je serai payé trois fois plus* ». Ce qui n'était pas le cas, puisque j'ai eu le premier contrat GERDAT, quand Henri Carsalade a essayé de couper les frais d'expatriation. Ma femme me dit : « *OK, il n'y a pas de problème* ». J'ai rappelé Francis Bour pour lui dire que j'étais partant.

POUVEZ-VOUS DÉVELOPPER VOTRE MISSION AU BURKINA FASO ?

J'ai fait équipe avec Jacques Imbernon. D'abord, nous devions travailler sur un projet d'irrigation en périmètres irrigués, assez classique. Nous faisons une première mission, Jacques Imbernon a refait les calculs et a dit : « *Il n'y a pas assez d'eau pour mettre en place des périmètres irrigués classiques, vous allez à la catastrophe.* » Il a argumenté et fait changer le programme. On a proposé un projet de gestion des territoires et de contrôle de l'immigration Mossi. Jacques avait 27 ans, moi 30 ans, mais il y avait un directeur de l'AFD qui nous a appuyé.

En fait, il y avait une mine d'or à Poura et notre projet était le volet social de la mine d'or. Normalement, on devait habiter dans les logements de la mine. Le directeur nous dit poliment : « *Allez-vous faire voir !* » Donc, avec Jacques, on va dans les bars à mineurs et ils disaient : « *Ici, c'est Soweto et là-bas, c'est Johannesburg.* » Donc, on a bien compris et on s'est dit : « *On ne va pas rester à Poura, mais on va aller à Fara, c'est une*

petite ville à 30 kms et on va s'installer. » On habitait dans une case en tôle, on dormait dans des lits picots. Pour nous, c'était normal, parce que c'était notre engagement. Le matin, notre petit-déjeuner, c'était parfois un morceau de pain et un oignon parce qu'il n'y avait que ça à manger. Et on ne s'est jamais préoccupé d'amener du beurre ou d'autres aliments, parce que pour cela la logistique était trop complexe.

L'Irat avait une perception différente du projet : ce devait être un projet de diffusion des technologies. Je me rappelle, l'équipe Cirad Burkina Faso nous disait : « *Il faut faire des essais de sorgho* », c'était la variété S32. Et les paysans disaient : « *On veut bien produire ce sorgho, mais on ne le mangera pas et puis ce sont des pailles courtes, ça ne nous intéresse pas.* » Je croyais que j'avais été maladroit dans mon rapport, j'avais le souvenir d'avoir écrit : « *Et vous avez déjà goûté un tô avec la variété S32 ?* » Et j'ai révérifié, c'est un très bon rapport où j'argumente, mais où je refusais de mettre de l'engrais parce qu'il n'y en avait pas, à moins de 60 kilomètres. Robert Nicou, agronome directeur de l'Irat basé à Ouagadougou, avait des essais avec labour animal et sans labour. Et je lui disais : « *Je veux bien faire les labours, mais je les fais en comparaison avec le système paysan : le paysan sème à la première pluie et parfois, il sème en poquets avant la pluie. Vous, vous semez à la troisième ou à la quatrième pluie parce qu'il faut trois pluies pour faire le labour. Donc, je ferai les essais comme cela.* » Nous défendions une idée plus complexe de la recherche en milieu paysan. Je me souviens, Robert Nicou disait : « *Il faut mettre 6 tonnes de fumier tous les deux ans par hectare.* » Et je disais : « *le problème, c'est que j'ai 3 hectares et 2 tonnes de fumier, qu'est-ce que je fais ?* » Alors, j'ai travaillé avec Michel Berger qui était un agronome génial de l'IRCT. Il travaillait sur une approche systémique de gestion de la fertilité et des sources de matière organique en caractérisant les flux. Il a partagé ses travaux. J'ai donc eu des contacts avec des gens vraiment très intéressants. Mais j'ai eu beaucoup de problèmes sur cette partie de recherche et développement en milieu paysan.

Par ailleurs, nous avions énormément innové sur les questions de pôles d'intensification, et sur la gestion de terroir. C'est quand même un des premiers projets de gestion de terroir en Afrique où l'on délimite ces derniers, où on fait des zonages reconnaissant des zones pastorales, où l'on crée des comités de gestion paysans, où on définit des sanctions et où on les applique. ... Nous nous sommes beaucoup appuyé sur les travaux de Savonnet dans le cadre de l'Atlas des structures agraires au sud du Sahara, collection dirigée par Sauter et Pelissier. Cela a été mon premier contact avec les géographes.

DE QUEL PROGRAMME IRAT DÉPENDIEZ-VOUS EN TERMES SCIENTIFIQUES ?

Je dépendais de EVE, je ne sais plus ce que cela signifiait, l'unité sur l'eau de l'Irat dirigée par Jean-Claude Legoupil. Il était compréhensif, ouvert, il nous a toujours appuyés. Francis Bour aussi, mais il est vite parti à la retraite. Beaucoup des personnes qui réfléchissaient à l'Irat étaient passées au département des systèmes agraires (DSA) avec René Tourte. Les gens de l'AFD adoraient le boulot, mais la direction de l'Irat ne s'en satisfaisait pas. On envoie des missions qu'on me dit critiques, mais je n'ai pas le droit d'avoir les rapports.

Par ailleurs, nous avons des positionnements politiques différents. L'Irat, institut français, gère encore en direct au début des années 80 la recherche burkinabé. L'Inera ne sera créé qu'en 1989. Je ne supportais pas ce paternalisme et je le disais. Je suis entré à l'Irat en septembre 1983, juste après le coup d'État d'août 1983 au Burkina Faso. C'était la période révolutionnaire de Thomas Sankara. Je ne suis donc pas parti en septembre 1983, comme prévu, mais seulement en janvier 1984 pour un séjour jusqu'en juillet 1986. J'étais un « fan » de Thomas Sankara, « *la liberté ou la mort* ». Et je m'engageais. Par exemple, il y avait des séances de gymnastique obligatoire dans toutes les entreprises d'État. Et ça, ça bloquait au niveau des coopérants. Moi je n'avais aucun problème à faire de la gymnastique avec les collègues ; je l'avais déjà fait avec les Chinois en Guinée-Bissau. Donc, on faisait la gymnastique sous la



Burkina Faso vers 1985.
Dans la bibliothèque du siège
de l'Irat à Ouagadougou,
de gauche à droite,
Jean Philippe Tonneau,
Jean Pascal Pichot
et Philippe Morant.

supervision des gendarmes de Fara, mais pour beaucoup d'expatriés, c'était « fou ». En plus, à l'époque, il y avait deux associations des Français de l'étranger, l'UFE (Union des Français de l'étranger) et l'ADFE (Association des Français de l'étranger). L'UFE était plutôt à droite et l'ADFE avait été créée par le Parti socialiste, en 1981-1982. J'avais pris ma carte au PS et j'ai été contacté pour être président de l'ADFE, à Ouagadougou. J'ai essayé de créer un club de tennis alternatif où les Noirs auraient le droit de jouer et de participer aux tournois. Ils jouaient souvent mieux que les Blancs, mais ils ramassaient les balles. J'ai donc essayé d'ouvrir ça. Cela n'a pas marché. Mais tout ça a généré des tensions.

Du point de vue du travail, une de mes publications sur les essais sorgho était non disponible. Décision de la direction de l'Irat car elle pouvait porter préjudice à l'image de l'institut.

Pendant mes vacances, j'avais rencontré Claude Charreau, directeur général de l'Irat, qui me dit : « *J'ai plein d'agronomes, des agronomes-pédologues, vous n'êtes pas agronome ni pédologue.* » Je dis : « *J'ai travaillé avec René Tourte, quand même.* » Il me dit : « *Vous n'êtes pas système de production, vous n'êtes pas système de culture. En fait, je ne sais pas quoi faire de vous, vous voulez*

travailler avec les paysans. » Donc, je me suis dit : « *C'est fini, je n'ai plus rien à faire à l'Irat.* » On a discuté avec Jacques Imbernon qui voulait rentrer en France et moi, j'ai dit : « *Je démissionne.* »

Donc, je suis parti de Ouagadougou et j'ai passé un concours pour suivre une formation de formateur à l'ESSEC. C'était payé 80 % du salaire pendant un an. Je voulais créer une entreprise de formation pour le Sud. Le côté fils de « prolo » fait que l'on attend que tout soit bien ficelé, et je n'ai pas envoyé ma lettre de démission. En fait, je voulais aussi embêter la direction de l'Irat parce que je n'avais plus aucun respect pour cette hiérarchie.

Éric Sabourin m'avait succédé à l'Irfed et j'avais entendu dire que le Cirad-DSA cherchait quelqu'un pour partir au Brésil. Je dis à Éric : « *Tu parles portugais, va voir.* » Et je repasse à l'Irfed, puisque j'étais encore bénévole, et Éric me dit : « *J'ai vu Vincent Dollé, mais ce n'est pas moi qu'il veut, il te veut, il t'a ciblé, c'est toi.* » Je lui demande s'il est sûr, il me dit oui, donc le soir même j'appelle Vincent Dollé et je lui dis : « *Il paraît que vous voulez me proposer du boulot, qu'est-ce que vous attendez ?* » Et il me dit : « *Venez demain.* » C'est donc allé vite. Deux jours après, j'étais à Montpellier pour rencontrer le chercheur anciennement en poste à

Pétrolina (au Nordeste du Brésil), Gilbert Vallée venait de se déplacer à Brasilia. Vincent Dollé m'avait dit : « *Mon choix est fait, mais il faudra le rencontrer.* » Donc, j'y vais. Gilbert Vallée commence à me questionner en portugais pour voir si je parlais portugais. Et très vite il aborde des questions pratiques d'installation... j'étais un peu déçu ; moi j'étais là prêt à me défendre, à discuter projet, etc. Trois semaines plus tard j'étais à Pétrolina (État du Pernambuco), en plein Sertão mais sur la rive droite du São Francisco, deuxième fleuve brésilien. Sur l'autre rive, reliée par un pont, la ville sœur de Juazeiro dans l'État de Bahia.

VOUS PASSEZ DONC DE L'IRAT AU DSA EN DOUCEUR, PUISQUE LE CIRAD ÉTAIT CRÉÉ...

Je crois que le directeur de l'Irat était super content de ne plus m'avoir et Vincent Dollé était content de me récupérer ; je me suis retrouvé au DSA alors que j'étais en vacances. Robert Nicou, Christian Pieri, tous sont devenus des défenseurs de nos travaux à Fara-Poura, mais 3-4 ans après. Ils me l'ont dit lors d'un séminaire. Je me souviens que je leur ai dit : « *Mais vous avez été contre tout ce qu'on a fait.* » Cela étant, je ne suis pas entré dans la polémique non plus. Au Cirad, j'ai souvent fait des choses un peu novatrices.

LÀ, VOUS PARTEZ AU BRÉSIL ?

Je suis parti au Brésil de 1986 à 1990. Et là, j'ai travaillé avec Jean Poudevigne, technicien du comité des Hautes Garrigues. Ce comité regroupait des agriculteurs du territoire situé entre Saint-Bauzille-de-Putois et Ganges, dans l'Hérault. Jean Poudevigne avait développé une approche novatrice car le regroupement des agriculteurs ne se faisait plus par produit mais autour d'activités territoriales qui fédéraient des éleveurs, des producteurs de Pélardon et de canards, des maraîchers... Il n'y avait pas de concurrence et l'enjeu était de développer un territoire diversifié avec des structures d'appui pluri-filières. C'était une approche en opposition à la notion de *cluster*. Cela a été un débat par la suite avec les approches filières. Nous nous inspirions de cette expérience. Nous travaillions avec l'Embrapa, institut de recherche brésilien, et l'Emater, agence de vulgarisation, dans le même projet. Nous mettions en place un projet de gestion de territoire avec les populations. On est ainsi passé de la communauté au petit territoire, micro-territoire de six communautés dénommé projet Massaroca, du nom du bourg central. C'est une zone semi-aride principalement d'élevage caprin en plein Sertão

brésilien, à 70 km de Juazeiro. Par ailleurs on a entraîné les chercheurs de l'Embrapa dans le projet en les impliquant dans des expérimentations en milieu paysan. Ça a eu beaucoup de succès, en particulier parce qu'il y a eu trois émissions de la Globo Rural, émission du monde rural tous les dimanches sur la plus importante chaîne brésilienne. La diffusion était juste avant la retransmission des courses de F1, particulièrement populaires au Brésil. Il y a donc eu un retentissement bien au-delà de ce que l'on avait fait. On a organisé des échanges d'agriculteurs entre le Comité des hautes garrigues où Jean Poudevigne était revenu après deux ans passés au Brésil et à Massaroca. Ces échanges ont continué jusqu'à il y a quelques années encore. Dans la foulée, on a créé la première unité de planification de Juazeiro, qui est le chef-lieu de la municipalité où Massaroca se trouvait, et on a fait le zonage agroécologique du Nordeste. Par la suite, nous avons aussi fait beaucoup de formations aux méthodes.

Au bout de quatre ans, les chercheurs m'ont proposé d'être directeur scientifique du CPATSA de l'Embrapa à Pétrolina. Et là, je me dis : « *Il y a un problème.* » Vincent Dollé me proposait d'aller à Brasília, parce qu'il y avait à

peu près la même opération, dénommée Silvanía, près de Brasília. Moi, vis-à-vis du Nordeste, je ne trouvais pas ça correct. Je trouvais aussi que Silvanía était survalorisé par rapport à Massaroca parce que c'est tout près de Brasília. Patrick Caron était déjà arrivé pour prendre ma place, c'était une garantie de continuité.

IL Y AVAIT UN BESOIN À 40 ANS DE FAIRE RECONNAÎTRE CE QUE VOUS AVEZ FAIT SUR LE PLAN SCIENTIFIQUE ?

Après ces quatre années au Brésil et ces deux propositions, là, je propose de faire une thèse. L'idée de la thèse, c'était : « *Il faut que je fasse reconnaître tout ce boulot.* » Ça a commencé là. Et il fallait que je l'écrive ; ça ne servirait peut-être à rien. L'écrit, j'adore ça, j'adore écrire ! Donc, je rentre en France en janvier 1990 pour rédiger une thèse sur la petite paysannerie au Nordeste, que je passe avec Hervé Théry, géographe spécialiste du Brésil. J'ai six mois de congés pour rédiger ma thèse, que je passe à faire de la bibliographie, qui ne servira à rien. Ensuite, je deviens chef de programme, j'ai donc rédigé ma thèse en étant chef de programme, en quatre ans. J'ai soutenu en juillet 1994, en étant rentré du Brésil le 1^{er} janvier 1990.



© P. Caron

Jean Philippe Tonneau en discussion avec Ivaci Matias, journaliste de la Globo Rural. L'équipe du magazine dominical Agriculture de la principale chaîne brésilienne avait accompagné la visite d'agriculteurs de Massaroca (Juazeiro, Bahia, Brésil) au Comité des producteurs des Hautes Garrigues (Hérault) au printemps 1991 à Saint Bauzille de Putois.

Donc, j'écris ma thèse « *Modernisation des espaces ruraux et paysannerie : le cas du Nordeste du Brésil* » et je l'envoie à mon ancien directeur qui avait commencé à encadrer la thèse sur les Manjaks. « *Voilà ma thèse, j'ai changé de pays et de sujet, c'est prêt. Merci de me dire comment il faut faire* ». Et là, le professeur me dit : « *Pas comme ça.* » J'étais complètement à côté de la plaque, dans ma bulle. Yves Clouet, qui était à la maison de la géographie me dit alors : « *Hervé Théry accepte de t'encadrer* ». Je vais voir Hervé, je lui donne ma thèse, il me dit : « *Oui, c'est bien, il faut reprendre ça et ça.* » Et il m'appuie sur ma thèse. Ça s'est fait comme ça.

Le besoin de passer une thèse n'est pas d'être reconnu, mais pour laisser une trace. La reconnaissance - est-ce que je n'ai jamais été reconnu au Cirad ? - est venue bien après.

FAMILIALEMENT, COMMENT AVEZ-VOUS VÉCU CES AFFECTATIONS SUCCESSIVES ?

Le Burkina Faso, ça a été très compliqué parce que ma femme n'avait plus de papiers, enfin on les lui avait volés en France. Elle n'était pas Française, elle n'avait plus de passeport de Guinée-Bissau, il n'y avait pas d'ambassade de Guinée-Bissau en France et, à l'époque, elle ne pouvait pas aller en Belgique, où était l'ambassade, pour se faire faire un passeport. Nous avons dû attendre un an qu'elle obtienne la nationalité française et elle a traîné pas mal de temps en France, seule avec mon aîné. Après, une fois qu'elle est venue au Burkina Faso, c'était génial. On a même fêté un Noël avec mon fils à Fara-Poura. Ma femme était venue avec tout ce qu'il fallait dans notre petite maison de tôle. Sinon, elle était à Ouagadougou ; j'avais une amie Argentine de Guinée-Bissau qui travaillait au PNUD, avec qui elle a fait plein de choses. Moi, je partais tous les mardis matin à 4 heures du matin et je rentrais le vendredi soir. Je passais les samedi, dimanche, lundi à Ouagadougou. Le lundi, je faisais des papiers, et je repartais le mardi. Ce sont d'excellents souvenirs, les enfants ont aussi d'excellents souvenirs parce qu'à l'époque, il n'y avait pas d'internet... Donc, samedi, dimanche et lundi, c'était la famille. Et au Brésil, ma femme était



Jean Philippe Tonneau avec Patrick Caron au Boswana (Juin 1999). Mission d'appui à Patrick Caron en poste au SACCAR et contribution au plan directeur à cinq ans.

chez elle. Métisse d'origine cap-verdienne, elle parlait portugais, elle avait la tête d'une Bahianaise, donc elle était complètement intégrée. Elle vivait même le racisme brésilien contre les Noirs. Tout ce temps d'expatriation fut très heureux en famille. C'est mon regret : je suis rentré au Cirad pour travailler avec les paysans et j'ai fait moins de la moitié de ma carrière en poste sur le terrain.

REGRET DE QUOI ? DE NE PAS AVOIR FAIT PLUS ?

Je regrette de ne pas avoir été plus longtemps outre-mer. Parce que lors des périodes en France, je tournais à 130-140 jours de missions par an, donc avec le stress, je n'étais pas quelqu'un de très agréable. Au Brésil, j'étais reconnu ; les gens m'appelaient Felipão, comme le sélectionneur de l'équipe nationale de foot. Ici, au Cirad, à la rigueur, on reconnaissait ma capacité à gérer des trucs, mais pas du point de vue scientifique, pendant très longtemps.

DONC, VOUS RENTREZ À MONTPELLIER ET LÀ, LES CHOSSES CHANGENT UN PEU, APRÈS AVOIR SOUTENU LA THÈSE ?

Même pas, j'étais déjà chef de programme avant de passer ma thèse. Et là, je deviens quand même une machine à ramener des contrats, entre 1991 et 1997. On a des contrats lourds avec l'AFD et l'UE (Union européenne), en particulier sur les périmètres irrigués. Je gère le contrat du Lac Alaotra, je gère un contrat au Tchad dans l'interface entre le Logone et le Chari, je gère les contrats sur le fleuve Sénégal, avec

l'Office du Niger au Mali, avec la Sodecoton au nord Cameroun, etc. C'est intéressant, parce que je garde un œil sur le Brésil et je passe mon temps à aller d'un terrain à un autre, à faire le passeur et à prendre des idées d'un côté et de l'autre.

Et je travaille au Cirad et à l'Irfed, dont je suis devenu Président avec des gens géniaux : Patrick Caron, Éric Sabourin, André Teyssier, Joseph Ogier, Patrick D'Aquino, Marc Piraux, Jacques Conforti, Jean-Sébastien Canals, Laurent Thomas, Jean-Yves Jamin, François Molle... La femme d'André Teyssier, styliste, m'avait fait un peignoir où était brodé « la bande à Tonneau ». C'est vraiment l'impression de l'époque. Et puis il faut aussi citer les collègues du Sud avec qui j'ai des relations excellentes. Citons, entre autres, Luis de Sena, Pedro Gama, Edonilce Barros, Clovis Guimares, Ghyslaine Duque, Pablo Sidersky, Bino Temé, Yacouba Coulibaly, Rhouma, Jussara Oliveira, Faustino M'Bali, David Vera Cruz, Hamadou Ousmane, Luciano, Sidi Mohamed Seck...

J'ai des conflits avec ma hiérarchie, parce que je me bats pour les gens, je n'accepte pas certaines choses. Mais avec l'équipe, ça se passe plutôt bien, sauf avec deux ou trois personnes un peu compliquées. Je suis un « chef de bande ». Et peu à peu, on a construit une doctrine pragmatique de la gestion des exploitations et des territoires, intitulé du programme GERE (Gestion des Exploitations Rurales et des Espaces) que je dirige.

Et la liberté que je prends pour affronter les hiérarchies exige que je sois